## CSE du 22/09/2026 (poursuite de la réunion du 11 septembre)

### Fermetures d'agences à venir : Vos élus AS questionnent notre DdR sous forme de déclaration.

*« Madame la Présidente,*

*Autrement Solidaires souhaite aujourd'hui vous faire part de son profond mécontentement face à une situation qui nous semble particulièrement préoccupante dans la gestion des projets de réorganisation du réseau LCL Nord-Ouest.*

*Nous avons eu connaissance du passage de nos Directeurs Régionaux dans certaines agences afin d'informer les salariés de leur fermeture à venir. Une information qui a été communiquée aux équipes avant même que les élus du CSE d'établissement Nord-Ouest n'en aient été officiellement informés.*

*Cette façon de procéder pose question : comment peut-on prétendre instaurer un dialogue social de qualité lorsque les salariés apprennent directement, sur leur lieu de travail, que leur agence va fermer, alors que leurs représentants n'ont pas encore été destinataires des informations nécessaires ?*

*Le CSE LCL Nord-Ouest n'a pas vocation à découvrir les projets de la Direction par le biais des salariés. Nous vous l'avions d'ailleurs déjà rappelé dans le cadre des suppressions de portefeuilles.*

*Derrière chaque fermeture d'agence, il y a des femmes et des hommes, des emplois, des parcours professionnels, des mobilités potentielles et parfois des bouleversements personnels importants.*

*Ces salariés ont besoin de réponses. Ils ont besoin de visibilité. Ils ont besoin de savoir ce que leur entreprise envisage pour leur avenir. Et leurs représentants ont besoin d'être en mesure de jouer pleinement leur rôle.*

*Autrement Solidaires pose donc plusieurs questions à la direction :*

- *Combien d'agences sont aujourd'hui concernées par un projet de fermeture dans le périmètre Nord-Ouest ?*
- *Pourquoi les Directeurs Régionaux ont-ils été amenés à informer directement les salariés avant que les élus du CSE Nord-Ouest ne disposent d'une information officielle ?*
- *Les décisions de fermeture sont-elles déjà actées ou s'agit-il encore de projets à l'étude ?*
- *Quel est le calendrier prévu pour l'information et la consultation des représentants du personnel ?*
- *Quelles mesures concrètes seront proposées aux salariés concernés ?*

*Notre position est claire : Autrement Solidaires refuse que les salariés et leurs représentants soient placés devant le fait accompli.*

*Autrement Solidaires demande que la direction fasse preuve de transparence, de respect et de responsabilité dans la conduite de ces réorganisations.*

*Le dialogue social ne doit pas être une formalité et ne peut pas être à géométrie variable. Il doit permettre aux élus Autrement Solidaires de comprendre les projets, de poser leurs questions, de faire des propositions et de défendre*

**Vos élus cadres :** Gilles BACQUET 06 78 47 48 04, Franck LECOMTE 06 80 50 77 55, Maryse DECOURCELLE 06 81 33 24 63, Sylvie FOUYE 06 62 76 19 67. **Vos élus techniciens :** Frédéric BUREAU 06 85 03 98 31, Cyril ROUSSEAU 06 89 30 16 91, Valérie MALHERBE 06 79 87 54 96, Sylvie MOLLET 06 45 59 43 05, Mathieu LEVARAY 06 17 15 69 39, Tassadit BELHADI 06 95 19 57 35, Christelle CHAVEGRAND 06 64 12 31 85, Virginie Delerive 06 80 45 10 71. Mina El Uasti 06 15 65 10 51

*en toute connaissance les intérêts des salariés.*

*Autrement Solidaires demande donc à la direction de clarifier immédiatement la situation et de transmettre aux élus du CSE Nord -Ouest l'ensemble des informations disponibles sur ces projets de fermeture.*

*AS demande également que les salariés concernés puissent bénéficier d'une information claire, complète et homogène, afin d'éviter les rumeurs, les incompréhensions et les inquiétudes légitimes.*

*Madame la Présidente, les salariés de LCL Nord-Ouest méritent mieux qu'une communication au compte-gouttes et donc anxiogène.*

*Autrement Solidaires restera mobilisé pour que chaque salarié soit informé, respecté et accompagné, et pour que les représentants du personnel puissent exercer pleinement leur mandat. »*

**Réponses de la Direction :** Notre DdR avoue une certaine maladresse dans le timing de ces annonces. La volonté était de prévenir en premier les salariés concernés par des futures fermetures d'agences. Vos élus AS ont d'ailleurs été surpris d'entendre que les 3 agences citées n'étaient pas des priorités dans l'ensemble des fermetures prévues (potentiellement 12 agences sur notre DdR mais des arbitrages et des réflexions seront menées).

Vos élus AS ont insisté sur la gestion de l'humain une fois ces annonces faites aux salariés concernés. Notre Directrice de Réseau a pris des engagements forts en ce sens. AS suivre

## Réunion du jeudi : des clarifications s'imposent.

Les élus AS ont souhaité revenir sur la structure de la réunion du jeudi et la capacité des managers à en modifier l'odj. Notre Directrice de Réseau partage l'avis des élus AS : elle a d'ailleurs précisé que les ordres du jour sont parfois trop denses. Pour la réunion du dernier jeudi du mois, les managers de proximité doivent s'approprier le temps qui leur est imparti pour privilégier des moments d'échanges avec les équipes. Toute absence de sujets Direction ne doit pas être comblée systématiquement par du phoning. Les managers doivent pouvoir aborder des sujets locaux, notamment de fonctionnement et de cohésion d'équipe…

## Mouvement de personnel en période de congés massif : AS demande plus de réflexion.

Vos élus Autrement Solidaires ont demandé à la Direction de différer les mouvements de personnel lorsque des périodes de congés massifs approchent. Par exemple, un mouvement initié fin juin peut attendre septembre pour être effectif. Cela éviterait en partie de briser au dernier moment les « binômages congés » qui contraignent les managers à fermer des agences ponctuellement par manque d'effectif… Cela permettrait aussi aux salariés concernés de s'organiser personnellement un peu en amont de leurs mutations.
Notre Directrice de Réseau valide nos remarques et s'engage à être plus attentive l'année prochaine.

## Auxiliaires de vacances : AS demande qu'ils aient, a minima, 3 semaines de contrat.

Vos élus AS ont souligné le fait qu'un auxiliaire de vacances venant pour la première fois chez LCL n'apporte quasiment rien en confort à l'équipe si son contrat ne dépasse pas les 15 jours. Le temps de recevoir ses habilitations, de faire ses formatans obligatoires et le temps d'apprendre les bases du métier, son contrat est terminé. La DdR partage l'idée d'anticiper les pré requis. On n'a qu'une chance de faire bonne impression auprès des jeunes auxiliaires de vacances.

## Climatisations : où en sommes-nous ?

Les élus AS ont demandé un point précis sur les endroits non climatisés et surtout sur les avancés en cours : A ce jour il reste 14 sites qui ne bénéficient pas de climatisation (en tenant compte de la rénovation en cours de Rouen). Les dossiers avancés concernent Saint Quentin, Roubaix (CRC et OSC) et Yvetot. Les élus AS ont suggéré à la Directrice de Réseau de demander du budget supplémentaire pour ajouter d'autres endroits à climatiser. La santé de nos collègues ne doit pas se résumer à des capacités budgétaires.
Notre Directrice de Réseau a compris notre demande et va essayer d'obtenir des autorisations supplémentaires pour équiper plus rapidement d'autres endroits parmi les restants à faire (Montivilliers, Amiens étage, Seclin, Wimereux, Fourmies, RH nouveau Siècle, Creil Plateaux, Beauvais, Meru).